



Pau, le 4 septembre 2023

Editorial - Hommage du la FSU à Jean Ortiz

Le SNES 64 avec la FSU souhaite rendre hommage à notre camarade militant Jean Ortiz décédé le 22 juillet.

Jean Ortiz, c'est d'abord un géant. Un grand et large chevelu à la voix forte. Cela ne suffit pas pour devenir un intellectuel révolutionnaire. Il l'était et de premier plan, vaincu par une maladie contre laquelle il s'est battu avec un courage et une lucidité admirables.

De sa vie professionnelle universitaire, il a fait aussi une vie de luttes syndicales, faisant rayonner le SNESUP-FSU et la FSU tant aux niveaux départemental que national. Jean a été une vingtaine d'années durant un formidable animateur des luttes, tout particulièrement comme secrétaire départemental de la FSU, nourrissant, par sa ferveur singulière si communicative, la mobilisation des grands mouvements sociaux de 1995, 2003, 2007 et 2009.

Fidèle à une conception unitaire rassembleuse du mouvement social, il a contribué à la construction de la FSU et, dans le SNESUP, à un authentique ancrage local des pratiques militantes. Bousculant l'académisme, comme les conceptions et les pratiques figées des organisations et des pratiques syndicales et politiques, Jean fut un précurseur.

Viscéralement attaché à un syndicalisme unitaire et pluraliste, offensif et de transformation sociale, Jean a énormément contribué au rayonnement de la FSU dans le paysage syndical et médiatique de notre département.

Jean était également écrivain, journaliste, cinéaste, promoteur de la mémoire républicaine espagnole et homme politique.

Nous perdons un ami et un militant engagé, déterminé, fidèle jusqu'au bout à nos convictions et valeurs partagées.

Pacte, saison 2, c'est toujours non !

Notre campagne **#NonAuPacte** au printemps 2023 a porté ses fruits et convaincu les collègues. Aujourd'hui l'objectif ministériel de 30 % des professeurs pactés n'est pas atteint. Nous avons gagné la première manche !

A nous de gagner le 2eme set : à la rentrée 2023, c'est toujours **#NonAuPacte, oui à une revalorisation sans contreparties !**

Retrouvez ici toutes les bonnes raisons de ne pas signer le Pacte :

<https://www.snes.edu/article/pacte-saison-2-cest-toujours-non/>

Collège : combattre pour nos fondamentaux

Avec des effectifs par classe ne cessant de croître dans les collèges publics, les divisions à 30 élèves s'étant banalisées, le collège doit relever le défi de l'"inclusion" à moyens constants (voire en baisse) : élèves en situation de handicap, enfants allophones y compris primo-arrivants, publics notifiés pour des troubles du comportement... Les besoins particuliers doivent être pris en compte au sein de la classe ordinaire ; les enseignant.e.s référent.e.s des dispositifs d'accueil, quand ils existent, voient décroître leur temps d'intervention auprès des élèves et sont enjoins à coordonner, former, aiguiller leurs collègues de discipline tout en impulsant la mise en oeuvre du "Livret de Parcours Inclusif" ; les professeur.e.s principaux sont sur-sollicité.e.s par les réunions d'équipe éducative et le remplissage de dossier de PPRE.

Le SNES dénonce cette logique de réduction des moyens. Nous continuerons de réclamer des effectifs moins importants dans les classes, la création de dispositifs spécifiques avec des enseignant.e.s référent.e.s spécialisé.e.s et formé.e.s (ULIS, UPE2A) et des AESH professionnalisé.e.s, le maintien des SEGPA...

Pour les élèves qui ont besoin que plus de temps leur soit consacré que celui d'horaires disciplinaires plancher en baisse avec la Nouvelle Sixième (celle qui supprime une heure de technologie) la réponse du ministère reste celle de "l'accompagnement aux devoirs /Devoirs Faits" ou du "soutien / approfondissement". L'aide, l'accompagnement et l'éventuelle remédiation sont pensées comme de chiches pastilles (une heure par ci) décrochées de la progression de classe, confiées à d'autres collègues, au mieux de la discipline concernée, ou PE, sinon à des signataires du Pacte, ou même à des structures extérieures, associations toujours estampillées "réussite".

Nous revendiquons de pouvoir prendre en compte les difficultés de chacun.e au sein de la classe et des horaires disciplinaires, de pouvoir prendre le temps d'enseigner et laisser le temps aux élèves d'apprendre ! Nous refusons cette logique institutionnelle qui considère le travail à la maison ("devoirs") comme une marge palliative pour terminer les programmes.

Rentrée combative au lycée

L'année dernière fut la première et dernière année durant laquelle la réforme du bac selon Blanquer s'est déroulée conformément aux dispositions réglementaires ineptes, adoptées en 2019. Avec les conséquences délétères que nous n'avons cessé de combattre dès 2018 et que désormais tout le monde, y compris le Chef de notre Etat, s'accordent désormais à reconnaître.

Après quatre années où nous avons dénoncé le détricotage du **Bac** comme examen terminal national, dispositif le moins inégalitaire possible, le non sens d'épreuves en mars, bien trop précoces dans l'année, contraignant les enseignant.e.s à boucler des programmes à marche forcée et ayant pour conséquence une démobilitation totale des élèves, les annonces d'une nouvelle organisation du bac en juin est une **victoire pour le SNES-FSU**. De la même manière, les collègues de **lettres** n'en pouvaient plus face aux injonctions intenable, au rythme effréné et aux épreuves insensées. Le ministre Gabriel Attal a annoncé l'officialisation des 16 textes pour la voie générale. **Une victoire supplémentaire à mettre à l'actif du SNES**. Autre avancée pour la prochaine session 2024 du bac, le **Grand Oral** sera recentré sur les contenus disciplinaires avec la suppression de la troisième partie au profit de l'interrogation sur les éléments de programme. A terme, c'est **l'ensemble des réformes** des lycées, du bac et de l'accès à l'enseignement supérieur qui **devront être revues**. Rarement les jeunes n'ont été aussi mal préparé-e-s à des poursuites d'études. il est plus que temps de mettre fin au gâchis et de revoir l'organisation des enseignements afin de redonner au bac ses dimensions de premier grade universitaire et de diplôme national.

E. Macron en déplacement dans le Béarn

Le bien connu « super ministre de l'Éducation » accompagné de son « premier ministre de l'Éducation » et de la ministre des sports seront ce mardi 5 septembre au collège Daniel Argote d'Orthez.

De cet intérêt affiché du président pour les questions éducatives, les personnels et les élèves seraient en droit d'attendre une mobilisation générale des moyens de l'État en vue d'assurer un véritable saut qualitatif à même de replacer le système scolaire français parmi les systèmes éducatifs les plus performants de l'Union Européenne, tout en s'attaquant véritablement à la réduction des inégalités sociales d'apprentissages scolaires. Ils n'observent au final qu'une succession d'annonces dont certaines sans effets.

- **Où sont les 10 % de revalorisation salariale promis sans contrepartie pour tous les enseignant-e-s ?**
- **Y a-t-il réellement en cette rentrée un.e professeur.e devant chaque classe ?**
- **Quand des moyens seront-ils véritablement déployés pour lutter contre le harcèlement scolaire ?**
- **Quand les AESH verront-ils la reconnaissance de l'absolue nécessité de leurs missions d'inclusion sociale, par l'instauration d'un véritable statut (fonctionnaire de catégorie B), donnant droit à une rémunération décente (et non subir la pauvreté laborieuse par quelques centaines d'euros par mois) ?**
- **Quand les élèves allophones de plus en plus nombreux-es, seront-elles/ils correctement pris-es en charge ?**
- **Quand les effectifs des classes ne dépasseront-ils plus 20 élèves en maternelle et élémentaire, 25 en collège et 30 en lycée ?**

Les questions sont multiples et légitimes mais les réponses de nos communicants gouvernementaux sont ahurissantes :

- **vous voulez une revalorisation on vous propose de signer un pacte pour travailler plus,**
 - **vous voulez des moyens humains supplémentaires pour le remplacement, on vous demande de vous remplacer entre vous...**

Le SNES 64 et la FSU 64 appellent l'ensemble des collègues à poser ces questions au Président et à lui rappeler la réalité de la rentrée, la vraie, celle du quotidien et des promesses non tenues.